

**CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA  
DIRECTEUR DU NUMERIQUE DES COLLEGES PUBLICS  
VALDOISIENS**

**Entre**

Le Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, représenté dans l'Académie de Versailles situé 3 boulevard de Lesseps 78017 VERSAILLES Cedex, par Madame Charline AVENEL, Rectrice de l'Académie de Versailles,

Ci- après dénommé "l'Académie"

**Et**

Le Département Val d'Oise, dont le siège est situé à l'Hôtel du Département, 2 avenue du Parc 95000 CERGY-PONTOISE, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental agissant au nom et pour le compte du Département, en vertu d'une délibération de l'Assemblée départementale, en date du 28 mai 2021,

Ci-après dénommé "le Département",

Il est établi la convention suivante :

**PRÉAMBULE**

Dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Directeur du Numérique des Collèges (SDNC), le Département du Val d'Oise traduit concrètement son engagement prioritaire pour l'Education et sa volonté de favoriser l'apprentissage au et par le numérique.

Dans ce contexte, l'Académie de Versailles et le Département souhaitent poursuivre le partenariat engagé depuis 10 ans au titre des conventions de 2010, 2014 et 2018 relative au développement des usages numériques dans les collèges, pour assurer le meilleur service aux enseignants, aux élèves et à leurs parents, membres à part entière de la communauté éducative.

## **Article 1 : Objet de la convention :**

La présente convention a pour objet de formaliser le partenariat entre le Département et l'Académie et de définir les responsabilités et rôles de chacune des parties.

Cette nouvelle convention s'inscrit dans la continuité de la collaboration entre le Département et l'Académie dans le domaine du numérique pour l'éducation.

## **Article 2 - Principes fondateurs de gouvernance et de répartition des rôles**

Il est convenu entre les parties les points suivants :

### **2.1 – L'Etablissement Public Local d'Enseignement (EPL).**

Le collège (dénommé ci-après EPLE) est le centre de gravité du projet. L'utilisation du programme SDNC pour un EPLE s'accompagne de la signature d'une convention tripartite EPLE-Académie-Département qui reprend les éléments de la présente convention le concernant. L'EPLE, signataire de la convention proposée par le Département et l'Académie est maître de la décision sur les services à mettre en œuvre, de leur progressivité d'usage et de l'animation du dispositif au sein de l'EPLE.

### **2.2 – Le Dispositif.**

Le dispositif SDNC est mené en partenariat, dans le respect des prérogatives de chacun :

#### **2.2.1. - L'Académie :**

- est associée au pilotage du projet du Département ;
- accompagne les acteurs de terrain dans la prise en charge des usages du numérique éducatif et de l'évolution des pratiques ;
- apporte un appui à la conduite du changement (formations, conseil, expertise...) ;
- apporte l'expertise et les normes nécessaires à la conformité du dispositif, aux exigences de sécurité et aux interfaces nécessaires avec le système d'information de l'éducation nationale ;
- apporte l'assistance sur le système d'information de l'éducation nationale depuis son guichet unique CARIINA (Centre d'Assistance et de Ressources Informatiques Inter académique) ;
- définit avec le Département la politique de protection des données à caractère personnel à appliquer dans le cadre du programme SDNC ; Les règles communes devront intégrer la politique générale de gestion des données personnelles mise en place dans l'académie.
- définit avec le Département la politique de sécurité à appliquer dans le cadre du programme SDNC ;
- est associée aux activités de contrôle du Département relevant de la protection des données à caractère personnel et de la sécurité sur les prestataires du programme SDNC.

### **2.2.2. - Le Département :**

- assure la maîtrise d'ouvrage unique et globale du projet ;
- met en place l'infrastructure numérique (ENT, réseaux, équipements) et assure son administration technique ;
- garantit la qualité et la pérennité du service rendu aux EPLE, critère de choix majeur dans les architectures techniques et l'organisation des prestations informatiques mises en place dans le respect des conditions et normes de bon fonctionnement et de sécurité des services proposés ;
- propose des outils numériques et un accompagnement à leurs usages ;
- définit avec l'Académie la politique de protection des données à caractère personnel à appliquer dans le cadre du programme SDNC ;
- définit avec l'Académie la politique de sécurité à appliquer dans le cadre du programme SDNC ;
- s'accorde avec l'Académie sur un dispositif permettant d'assurer la fluidité des demandes d'assistance des EPLE ;
- s'engage à contrôler l'application par ses prestataires du programme SDNC de la protection des données à caractère personnel et de la politique de sécurité définie avec l'Académie et à y associer l'Académie.
- propose l'hébergement pour les collèges volontaires, d'offres numériques de start up qui s'inscriront dans le dispositif d'accélération du programme proposé par Educate France ; dispositif piloté par l'université CY Paris Cergy Université associant l'ESSEC et financé par le Département, la Banque des territoires et le PIA. Cet incubateur de start up Edtech en Val d'Oise s'inscrit dans une dynamique de développement des usages numériques sur le territoire et devrait contribuer à renforcer les partenariats entre les établissements scolaires et les concepteurs de solutions numériques qui pourront ainsi faire la preuve de l'impact pédagogique de leurs applications sur la réussite scolaire des collégiens valdoisiens.

### **Article 3 - Conduite du projet**

Le Département coordonne et anime un comité de pilotage départemental composé des responsables des deux parties en charge du suivi stratégique du projet avec l'ensemble des partenaires.

Ce comité se réunit à minima une fois par an.

Le suivi du programme SDNC donne également lieu à des comités de projet réguliers et des groupes de travail. Ces instances sont composées de membres du Département et de l'Académie. Elles sont régulièrement élargies à d'autres partenaires du projet comme des représentants des EPLE. Elles se réunissent autant que de besoin.

Il est convenu entre les parties que, dans chaque EPLE signataire de la convention tripartite SDNC, le chef d'établissement coordonne et anime autant que de besoin, une commission numérique locale, composée des membres de l'équipe projet, des correspondants SDNC (administrateur ENT, administrateur IPAD, ....) désignés pour le suivi des actions du programme et des référents pour les usages du numérique. Les représentants des partenaires du projet (Département, Académie) peuvent participer aux



réunions de cette commission en fonction des besoins. Certaines réunions sont élargies à des représentants des élèves et des parents d'élèves.

#### **Article 4 – Axes retenus**

Les axes ci-après énoncés définissent d'une manière non exhaustive la répartition des rôles de chacun. Elles traduisent et concrétisent les engagements réciproques de chaque partie. Ces axes font l'objet de 6 annexes et d'une convention d'infogérance.

- Equipements multimédia des collèges SDNC ;
- Infogérance Technique des Collèges ;
- Sécurité du Système d'Information (SI) des collèges ;
- Espace Numérique de Travail ;
- Accompagnement, formation et suivi des usages ;
- RGPD ;
- Ressources numériques éducatives et des matériels innovants.

#### **Article 5 - Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, préalablement approuvé par l'organe compétent du Département. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

#### **Article 6 - Durée de la convention**

Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa signature par les parties. Elle peut être dénoncée par l'un des signataires avec un préavis de 3 mois.


Cette convention est établie en deux exemplaires originaux,

A Cergy-Pontoise, le 1<sup>er</sup> septembre 2021

Pour l'Académie de Versailles,  
La Rectrice,

Pour le Département du Val d'Oise,  
La Présidente du Conseil Départemental,

Mme Charline AVENEL



Mme Marie-Christine CAVECCHI



**CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA  
DIRECTEUR DU NUMERIQUE DES COLLEGES PUBLICS  
VALDOISIENS**

**ANNEXE**

**MATERIELS MULTIMEDIA**

Le Département s'engage à fournir un parc homogène adapté aux usages des établissements et renouvelé régulièrement. La fourniture des équipements est standardisée et définie dans un référentiel d'établissement évolutif mis au point avec les services académiques.

Ce référentiel des équipements fait l'objet d'une mise à jour régulière en collaboration avec l'Académie dans le cadre d'une veille technologique conjointe. Il est validé et actualisé par le comité de pilotage départemental.

Ce référentiel des équipements prend en considération deux typologies de matériels : Des matériels dit « FIXES » qui sont renouvelés tous les 7 ans et des matériels dit « MOBILES » qui sont renouvelés tous les 5 ans.

Ce référentiel d'équipement prend en considération les effectifs réels des collèges ainsi que leurs spécificités et dispositifs particuliers.

En parallèle du référentiel d'équipement des établissements, le Département, soucieux de poursuivre sa démarche d'innovation, met à disposition des EPLE des équipements innovants, sur la base de l'appel à projets nommé « matériels innovants ».

Cela concerne des équipements qui n'ont pas vocation à être mis à disposition de l'ensemble des établissements.

## ANNEXE REFERENTIEL MATERIEL

**Matériel dit « FIXE » => Cycle renouvellement = 7 ans**

Solution de Vidéo Projection Interactive (SVPI)					
	Effectif Elèves			Classé	
Matières / Salles	< 600	< 650 >	700 >	REP	REP+
Enseignement Type 1 (général)	16	18	20	+ 1	+ 2
Enseignement Type 2 (scie et techno)	5	5	7		
Enseignement des Arts	2	2	4		
CDI	1	1	1		
Salle informatique	1	1	2		
Salle de permanence	1	1	1		
Salle dispositif ULIS	1	1	1		
<b>Total SVPI</b>	<b>27</b>	<b>29</b>	<b>36</b>	<b>+ 1</b>	<b>+ 2</b>

Ordinateurs Fixes					
	Effectif Elèves			Classé	
Matières / Salles	< 600	< 650 >	700 >	REP	REP+
Rattaché à un SVPI	28	30	37	+ 1	+ 2
Salle des professeurs	4	5	6		
CDI	1 + 6	1 + 6	1 + 6		
Enseignement Type 2 (scie et techno)	2 x 7	2 x 7	3 x 7		
ULIS	2	2	2		
Salle Informatique 1	30	30	30		
Salle informatique 2			16	-	-
Salle multi activité	1	1	1		
Salle de réunion / médiation	2 x 1	2 x 1	2 x 1		
Secrétariats direction & intendance	3	3	4		
Bureau des agents de vie scolaire	2	2	3		
Assistante sociale	1	1	1		
Psychologue	1	1	1		
Agents départementaux des Collèges	4	4	4		
<b>TOTAL PC</b>	<b>97</b>	<b>100</b>	<b>131</b>	<b>+ 1</b>	<b>+ 2</b>

**Matériel dit « FIXE » => Cycle renouvellement = 7 ans**

Solution Vidéo projection ou écran			
	Effectif Elèves		
Salles	< 600	< 650 >	700 >
Réfectoire	1	1	1
Salle multi activité	1	1	1
Salle de réunion / médiation	2	2	2

Equipement autres			
	Effectif Elèves		
Matériels / Salles	< 600	< 650 >	700 >
Tableau Affichage Dynamique	1	1	1
Imprimante (CDI / ULIS / Salles Info)	3	3	4

Dispositifs Particuliers			
Dispositifs	Matériels		
	SVPI	Ordinateur	Imprimante
<b>SEGPA</b>			
Salle de classe	4	4	
Atelier	2	2	
Salle informatique		8	1
<b>UPE2A</b>	1	1	
<b>Classe Relais</b>	1	5	

**Matériel dit « MOBILE » => Cycle renouvellement = 5 ans**

PC portables			
	Effectif Elèves		
	< 600	< 650 >	700 >
Principal	2	2	2
Gestionnaire	1	1	1
Directeur de SEGPA	1	1	1
CPE	1	1	2
Infirmière	1	1	1

Tablettes iPad			
	Effectif Elèves		
	< 600	< 650 >	700 >
Enseignant EPS	4	5	6
Enseignant ULIS	1	1	1
Enseignant référent IPAD	2	2	2
Classes mobiles	4 x 16	4 x 16	5 x 16
Classe ULIS	3	3	3



## CONVENTION D'INFOGERANCE DES COLLEGES PUBLICS DU VAL D'OISE

Entre

Le Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, représenté dans l'académie de Versailles situé 3 boulevard de Lesseps 78017 VERSAILLES Cedex, par Madame Charline AVENEL, Rectrice de l'Académie de Versailles

Ci- après dénommé « l'Académie »

Et

Le Département Val d'Oise, dont le siège est situé à l'Hôtel du Département, 2 avenue du parc 95000 Cergy-Pontoise, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental agissant au nom et pour le compte du Département, en vertu de la délibération 5.10 de l'Assemblée départementale, en date du 28 mai 2021,

Ci-après dénommé « le Département »,

Et

Le Lycée polyvalent Isaac Newton de Clichy, représenté par son Proviseur, Madame Elvire ~~SAMPEDRO~~, Ordonnateur du CGEMIP en vertu de la convention en date du 20 juillet 1992 établie entre la Rectrice de l'Académie de Versailles, la Proviseur du lycée polyvalent Isaac Newton de Clichy et son agent comptable.

Ci-après dénommé « CGEMIP »,

Il est établi la convention de partenariat suivante en faveur des collèges publics valdoisiens :

### PREAMBULE

Dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Directeur du Numérique des Collèges (SDNC) le Département du Val d'Oise traduit concrètement son engagement prioritaire pour l'Education et sa volonté de favoriser l'apprentissage au et par le numérique.

Dans ce contexte et au vu de la Loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République, le Département souhaite de nouveau déléguer pour partie des services sous sa responsabilité, afin, que conjointement avec l'académie, il poursuive le projet engagé depuis 2010, pour assurer le meilleur service aux enseignants, aux élèves et à leurs parents, membres à part entière de la communauté éducative

Le département assure la coordination avec les services de la DSI de l'académie de Versailles par le biais des Coordinateurs Techniques d'Infogérance pour :

- le suivi des tickets des collègues,
- le suivi des opérations d'infogérance menées conjointement entre l'académie de Versailles et le Département,
- la définition des indicateurs statistiques de l'infogérance.

### **ARTICLE 1 – Objet de la convention**

La présente convention décrit le dispositif partagé d'assistance et de maintenance des infrastructures et des équipements informatiques des collèges

Elle formalise les responsabilités et les rôles principaux de chacun, entre l'académie et le Département, en matière de maintenance et d'assistance informatique et elle définit les conditions financières du partenariat et des modalités de reversement de cette compensation à l'académie de Versailles.

### **ARTICLE 2 - Répartitions des missions:**

Pour assurer la maintenance et l'assistance des infrastructures et des équipements, il est nécessaire de préciser le rôle respectif des parties.

D'une part, le Département et l'académie définissent conjointement :

- les accords de niveau de service liés au dispositif d'assistance,
- les procédures de coordination des actions,
- Le schéma d'assistance pour les infrastructures et postes de travail,
- la procédure d'escalade des tickets d'assistance vers le niveau 3 d'assistance du Département (FAI),
- le plan de formation des personnels d'assistance de proximité du Département sur les solutions techniques de l'académie,
- les indicateurs d'activité et de performance.

### **La direction des systèmes d'informations de l'académie de Versailles :**

- Définit conjointement avec le Département l'offre de services et les infrastructures dans les collèges en conformité avec les préconisations de sécurité,
- Met à disposition le guichet unique CARIINA (Centre d'Assistance et de Ressources Informatiques Inter Académique),
- Met à disposition une chaîne d'alerte sécurité,



- Assure l'assistance sur les logiciels métiers de l'Education Nationale et la messagerie académique,
- Assure l'assistance sur les serveurs et les postes de travail selon le schéma d'assistance présenté en annexe 2,
- Assure l'infogérance des infrastructures serveurs de tous les collèges et met en œuvre :
  - La sécurisation des accès réseau et filtrage des accès internet dans les collèges,
  - La sécurisation et l'administration des infrastructures serveurs,
  - La supervision et l'exploitation des serveurs pour le maintien en condition opérationnelle,
  - La programmation et le déploiement des mises à jour des serveurs d'infrastructure et de sécurité,
  - L'alimentation automatique de la base des comptes utilisateurs du serveur de fichiers dans les collèges,
  - La fourniture de l'anti-virus et le déploiement des mises à jour de l'anti-virus sur l'ensemble des ordinateurs des collèges.
- Assure l'administration fonctionnelle ainsi que le maintien en condition opérationnelle de l'outil Service Desk Easyvista de l'académie,
- Met à disposition du département les outils nécessaires pour permettre au département d'assurer l'assistance auprès des collèges selon le schéma en annexe 2 :
  - les licences pour l'accès à l'outil Service Desk en tant qu'intervenant,
  - les licences pour l'accès à l'outil de prise en main à distance académique,
  - l'accès aux indicateurs de pilotage d'assistance,
  - l'accès aux outils d'administration des éléments actifs du réseau et des serveurs des collèges aux équipes du département depuis leurs sites,
- Contribue aux formations des équipes d'assistance du Département, fournit les documentations techniques nécessaires (guides et procédures) et indique les préconisations techniques et de sécurité à respecter (plan d'adressage,...),
- Assure le maintien à jour de la base de connaissance pour les collèges,
- Désigne un contact téléphonique direct aux équipes de proximité de niveau 2 et 3 (cf Schéma d'assistance sur les infrastructures et postes de travail) moyennant une anticipation de l'organisation nécessaire et tenant compte du plan de charge de l'équipe concernée.
- Met à disposition un correspondant infrastructure EPLE à raison d'une demi-journée par mois pour le suivi spécifique du projet Valdoisien si nécessaire en spécifiant l'objet de la rencontre.
- Fournit au Département mensuellement les indicateurs d'activité et de performance de tous les tickets créés par les collèges du Val d'Oise (assistance et maintenance).
- Permet l'hébergement d'un serveur du Département dédié au titre d'expérimentation au sein du cœur de réseau des collèges,

#### Le Département :

- Définit conjointement avec la DSIA, l'offre de services et les infrastructures des collèges,
- Assure la fourniture des matériels, des licences, des liaisons et des réseaux (locaux, internet et wifi) afin d'assurer la continuité de service des collèges,
- Assure la garantie et la maintenance des matériels,
- Assure l'infogérance des éléments actifs pour tous les collèges,
- Assure l'infogérance des infrastructures des postes de travail de tous les collèges :
  - Déploiement de logiciels et d'images,
  - Mise à jour des systèmes d'exploitation des postes de travail,
- Respecte les préconisations techniques et de sécurité définies par l'académie,
- Fournit à l'Académie les indicateurs d'activité, en permettant l'accès à la base de données college95.



### **ARTICLE 3 – Gouvernance**

Pour mener l'ensemble de leurs actions :

- Le Département coordonne et anime un comité de pilotage départemental composé des responsables des deux parties en charge du suivi stratégique de l'infogérance des collèges avec l'ensemble des partenaires.  
Ce comité se réunit à minima une fois par an.
- L'académie de Versailles coordonne et anime un comité de suivi opérationnel composé des responsables des deux parties.  
Ce comité se réunit à minima trois fois par an.

De plus, les deux parties organiseront conjointement des points réguliers pour assurer la coordination avec les services de la DSI de l'académie de Versailles et les Coordinateurs Techniques d'Infogérance du Département sur :

- le suivi des tickets des collèges,
- le suivi des actions programmées,
- les travaux d'évolutions des infrastructures des collèges

Par ailleurs, au titre des évolutions nécessaires des infrastructures serveurs des collèges afin de garantir des usages optimaux par les usagers, le Département et l'académie pourront convenir de recourir à des prestations de conseils financés par le Département.

### **ARTICLE 4 – La communication**

Le Département et l'académie de Versailles s'accordent à communiquer de façon concertée auprès des collèges pour assurer la cohérence des actions liées à leur domaine de responsabilités.

### **ARTICLE 5–Compensation financière**

La compensation financière du Département est fixée à 1,40 € (un euro et quarante centimes) par élève et par an pour déléguer à l'académie, l'infogérance des collèges.

Le Département plafonnera son aide à hauteur de 3 000 € par collège au financement de l'externalisation du déploiement du réseau unifié tel que défini dans l'annexe 3 ou à celui de l'appui à la mise en œuvre d'une évolution des infrastructures des collèges.

### **ARTICLE 6 –Modalité de reversement de la compensation financière :**

Le Lycée Newton, 1 Place Jules Verne 92110 CLICHY, établissement support du Centre de Gestion des équipes de Maintenance de Proximité (CGEMIP) de l'académie de Versailles est désigné centre de perception de la compensation financière du Département.

### **ARTICLE 7 – Durée de la convention**

Cette convention entrera en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2021.

Elle est conclue pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction 3 fois, pour une durée totale de 3 ans, sauf résiliation expresse deux mois avant son terme par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

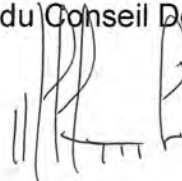
## ARTICLE 8 – Litiges

Tout différend qui s'élèverait entre les parties au sujet de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention et qui n'aurait pas fait l'objet d'un règlement amiable sera soumis à la juridiction compétente.

Cette convention est établie en trois exemplaires originaux,  
A Cergy-Pontoise, le *1<sup>er</sup> septembre 2021*

Pour l'académie de Versailles,  
La Rectrice,

Pour le Département du Val d'Oise,  
la Présidente du Conseil Départemental,



Mme Charline AVENEL



Mme Marie-Christine CAVECCHI

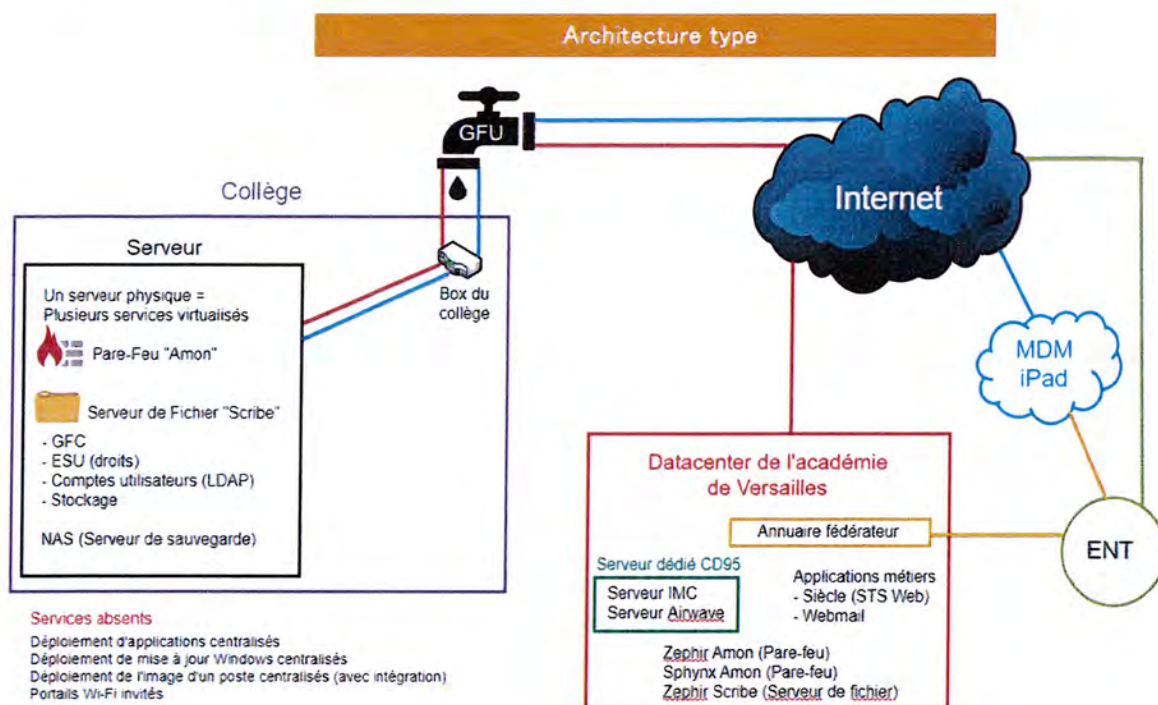
Le Proviseur du Lycée Newton à Clichy,  
Ordonnateur du CGEMIP



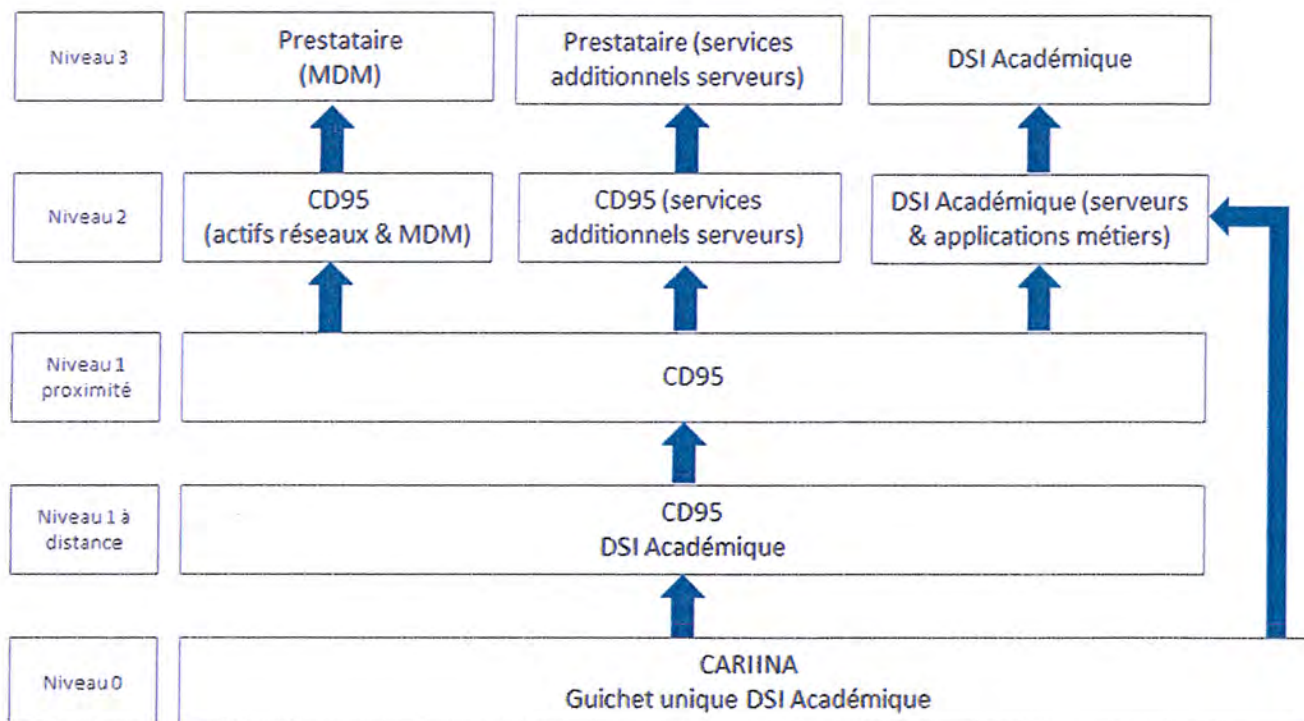
Mme Elyre SAMPEDRO



## ANNEXE 1 Schéma simplifié d'architecture des collèges



## ANNEXE 2 Schéma d'assistance sur les infrastructures et postes de travail



### **ANNEXE 3 : Grille tarifaire de l'académie de Versailles**

**Forfait mise en réseau unifié d'un collège :**

Installation des serveurs AMON et SCRIBE +  
installation des postes administratifs (15 postes max)  
+ gestion de projet + recette définitive

**Prix € TTC**

2 200,00

**Prestations supplémentaires :**

Forfait pour l'installation de 5 postes administratifs

**Prix € TTC**

395,00

## **CONVENTION CADRE RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DIRECTEUR DU NUMERIQUE DES COLLEGES PUBLICS VALDOISIENS**

### **ANNEXE**

#### **SECURITE DU SYSTEME D'INFORMATION DES COLLEGES**

Le SDNC est un projet impliquant l'Académie, le Département et l'EPLE qui se situe au centre du dispositif. Il est source d'un renouvellement profond des pratiques des différents acteurs et nécessite par conséquent la construction de nouvelles pratiques institutionnelles.

Ce faisant, on peut identifier deux zones de compétences distinctes :

La zone de compétence exclusive de l'Académie : La rectrice de l'académie de Versailles, en sa qualité d'Autorité Qualifiée pour la SSI (AQSSI), est responsable de l'application de la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information de l'Etat (PSSIE) et de la définition d'une politique de sécurité académique. Elle nomme un RSSI chargé de leur définition et de leur application dans les services académiques et l'ensemble des établissements scolaires.

La zone de compétence exclusive du Département : mise en œuvre et maintien en conditions opérationnelles conformes du système d'information SDNC ; dont les détails sont précisés dans la convention tripartite (Académie, Département, Lycée Newton) annexée à la présente convention

Les parties s'engagent donc, à la signature de la présente convention, à l'évolution de ces documents, sans nécessité de recourir à un avenant à la présente convention, dans un délai maximum de six mois et à s'y conformer sauf dérogation justifiée et validée par les parties.

Les parties s'assurent de la parfaite conformité et du respect de la politique de sécurité des systèmes d'information où transitent les données personnelles avec :

- Les règles et bonnes pratiques, en application notamment du Référentiel Général de Sécurité version 2 (RGS) et ses évolutions ultérieures ;

- Les recommandations de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (Cnil) et de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), en particulier de la conformité des règles de sécurité à la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information de l'Etat (PSSIE).
- La politique de sécurité des systèmes d'information académique
- le référentiel Wi-fi de l'Education nationale et la loi n° 2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques.
- Le référentiel de l'Education nationale pour les services d'infrastructures d'EPL et d'écoles (CARINE)
- Le Cadre de référence de l'Education nationale pour l'Accès aux Ressources pédagogiques via un équipement MOBILE (CARMO)



**CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA  
DIRECTEUR DU NUMERIQUE DES COLLEGES PUBLICS  
VALDOISIENS**

**ANNEXE**

**ESPACE NUMERIQUE DE TRAVAIL**

L'objectif est de proposer à tous les établissements du Département un ENT. Cet ENT constituera un portail d'accès aux ressources et aux services numériques pour tous les acteurs de l'établissement, via Internet, conformément au schéma directeur des espaces numériques de travail (SDET) défini nationalement.

**Article 1 : Espace Numérique de Travail du Val d'Oise**

L'ENT « Moncollège » offre les services suivants conformément au Schéma Directeur des ENT (SDET) :

- Services pédagogiques ;
- Services de gestion de la scolarité ;
- Services communs, services de base, services de communication et services de vie de l'établissement.

Le collège est responsable de l'ouverture de ces services.

Le Département s'engage à mettre en service les évolutions réglementaires de l'ENT.

Le Département s'engage à rendre accessible tout autre service conjointement défini entre le Département, l'Académie et, le cas échéant, les collèges, et assure leur intégration dans l'ENT et leur interopérabilité avec le système d'information de l'éducation nationale.

En parallèle de ces services proposés aux acteurs de la communauté éducative, sont mis en place des services d'exploitation et d'administration de la plate-forme ENT, des services d'accompagnement de l'ENT et l'accès à certains services dématérialisés du Département et de l'Académie à partir de l'ENT.

Le Conseil Départemental s'engage à proposer une solution ENT à l'ensemble des collèges publics du Département et assure le pilotage du dispositif et des services qui lui sont associés. La solution proposée sera retenue après concertation avec l'Académie.



## **Article 2 : Mise à disposition par l'Académie des données issues de l'annuaire fédérateur**

Le collège tient à jour la base de données des élèves et la saisit dans une application nationale hébergée par l'Académie. Par ailleurs, le collège tient à jour une liste des agents travaillant dans le collège.

En vue de l'utilisation de l'ENT « moncollège », l'Académie s'engage à :

- mettre gratuitement à disposition du chef d'établissement (ou d'un prestataire désigné par ce dernier), les données à caractère personnel du collège issues de l'annuaire fédérateur, complétées des données relatives aux utilisateurs désignés par le chef d'établissement, en les communiquant directement et de manière sécurisée au sous-traitant du Département en charge de l'ENT;
- mettre à jour les données de l'annuaire fédérateur sur la base des informations notifiées par le collège.

Le collège s'engage à mettre à jour, au début de chaque année scolaire, les données à caractère personnel des usagers ou des agents, traitées dans le cadre d'un compte ENT.

Dès lors que la personne concernée n'a plus vocation à détenir un compte, les données seront supprimées dans un délai de trois mois par le prestataire.

## **CONVENTION RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DU SCHÉMA DIRECTEUR DU NUMÉRIQUE DES COLLÈGES PUBLICS VALDOISIENS**

### **ANNEXE**

#### **ACCOMPAGNEMENT, FORMATION ET SUIVI DES USAGES**

L'Académie de Versailles et le Conseil Départemental du Val d'Oise s'accordent sur l'accompagnement et la formation des collèges au titre du "Schéma Directeur du Numérique des Collèges". Ils se proposent de travailler conjointement dans cet objectif.

##### **Article 1 : L'accompagnement au niveau académique**

La Rectrice de l'académie de Versailles confie au délégué académique au numérique la mise en œuvre de l'accompagnement des équipes éducatives et administratives dans le domaine du numérique éducatif.

L'accompagnement des collèges vise différents publics : les équipes éducatives, pédagogiques et de vie scolaire, les équipes administratives, les équipes de direction, les enseignants référents pour les usages du numérique, les administrateurs de l'ENT.

Dans le cadre du programme académique de formation (PAF), les actions nécessaires sont programmées et mises en œuvre par l'Académie au profit des équipes éducatives des collèges.

La DANE participe à la formation des cadres dans la conduite du changement, en collaboration avec l'Inspection académique, et plus particulièrement en lien avec l'Inspectrice d'académie adjointe du Val d'Oise en charge du volet numérique de la formation des personnels d'encadrement pour l'académie.

La DANE accompagne les équipes éducatives par des actions d'information, de documentation et d'animation menées par des formateurs sur le plan pédagogique et didactique, ainsi que par la mise en place d'un réseau de proximité en étroite collaboration avec les responsables de suivi du Schéma Directeur du Numérique des Collèges.

Elle développe des outils d'accompagnement et de formation au plus près des usages, par exemple en proposant des tutoriels, des classes virtuelles ou encore des forums et des foires aux questions.

Elle propose régulièrement des actions de sensibilisation à la protection des données et des utilisateurs, en particulier à destination des chefs d'établissement.

La DANE communique un bilan annuel des formations et de l'accompagnement mis en œuvre dans le département, notamment lors du comité de pilotage du Schéma directeur du numérique des collèges.

## **Article 2 : L'accompagnement au niveau départemental**

A travers les Conseillers de bassin pour le numérique, la DANE apporte un accompagnement de proximité aux établissements et notamment au conseil pédagogique. Il assure aussi la formation des enseignants.

Par ailleurs, le comité technique départemental, regroupant la DSDEN, la DANE et le Département, définit conjointement un programme de formation à destination des enseignants référents et des administrateurs locaux afin de permettre le développement des usages pédagogiques en lien avec les outils et services proposés au titre du SDNC, notamment dans les domaines tels que :

- la gestion des ENT et des usages des outils qui y sont intégrés ;
- l'administration et l'usage des ressources numériques proposées aux collèges, notamment à travers le bouquet de ressources départemental ;
- la prise en main des iPads et l'appropriation des applications éducatives proposées ;
- la présentation de ressources numériques en expérimentation et de leurs usages ;
- l'accompagnement et la formation au codage des modules spécifiques mis en œuvre dans le cadre de la compétition robotique Vobot.

Cet accompagnement prend différentes formes :

- formations en présentiel animées par des agents du Conseil départemental ayant acquis une expertise sur les sujets techniques, ou des prestataires, notamment éditeurs de contenus ;
- tutoriels vidéo proposés au sein de l'ENT ;
- interventions au sein des collèges dans le cadre d'expérimentations spécifiques.

En complément de ces actions le Conseil départemental, en partenariat avec l'académie, est amené à organiser des événements regroupant les référents du numérique et/ou les administrateurs locaux afin d'échanger avec eux sur les pratiques, les usages et les évolutions de l'écosystème mis en place.

Enfin, le Conseil départemental est amené à effectuer des formations auprès des enseignants dans le cadre de projets spécifiques

## **Article 3 : L'accompagnement au niveau local (dans le collège).**

Chaque EPLE se doit de désigner à minima un référent du numérique, placé sous l'autorité du chef d'établissement et de l'associer aux travaux du conseil pédagogique. Ce référent est un relais essentiel entre l'académie, le Département et l'établissement.

Il a pour objectif d'impulser et de faire vivre le volet numérique du projet d'établissement, il organise une communication avec l'ensemble de la communauté éducative pour partager les informations et accompagner les usages.

Afin de faciliter les échanges avec le référent numérique, la DANE aura la charge de transmettre tous les ans une liste actualisée des référents numériques à la DSDEN et au Département.

Les missions de ces référents pour le numérique seront définies par le chef d'établissement en lien avec la DSDEN et la DANE en fonction entre autres des orientations du SDNC

Par ailleurs, les référents numériques participeront à minima à deux réunions annuelles afin d'échanger sur les pratiques, les usages et les évolutions nécessaires du SDNC.



<p align="center"><b>CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DIRECTEUR DU NUMERIQUE DES COLLEGES PUBLICS VALDOISIENS</b></p>
---

**ANNEXE  
PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

**Article 1 : Objet de l'annexe**

La présente annexe a pour objet de définir et de répartir les obligations incombant à l'académie et au Département en tant que responsables conjoints de traitement en application du Règlement général de la protection des données personnelles (UE) 2016/679 du 27 avril 2016.

**Article 2 : Définition des traitements objet de la responsabilité conjointe**

L'académie et au Département entendent exercer une responsabilité conjointe sur les traitements de données personnelles dont ils ont défini les moyens et finalités en commun selon les termes de l'article 26 du RGPD.

S'en trouvent exclus tous les traitements de données personnelles opérés par une des parties pour la gestion de ses opérations propres, utilisant ses seuls moyens et/ou ses seules données, mettant en œuvre une compétence exclusive qui lui est dévolue expressément.

Les traitements n'entrant pas dans la description du paragraphe précédent devront obéir aux règles communes définies ci-après.

**Article 3 - Mise en commun de moyens permettant la réalisation des obligations conjointes des parties**

Un espace collaboratif dédié sécurisé permettant la mise en œuvre des obligations de la présente annexe est mis à disposition par l'académie de Versailles via la plateforme Tribu.

**Article 4 - Information et exercice des droits des personnes concernées**

**4.1. Information**



Les personnes concernées devront recevoir une information complète et compréhensible sur le présent accord qui sera accompagné du détail des traitements conjoints ainsi que des procédures mises en place pour recevoir leurs demandes et leur permettre ainsi d'exercer les droits prévus aux articles 15 à 22 du RGPD.

Pour ce faire, l'académie et le Département rédigent conjointement la charte d'information sur la protection des données relative aux traitements de données à caractère personnel dont ils sont responsables conjoints et respectueuse du principe de transparence du traitement.

Les informations seront mises à disposition des personnes concernées par tout mode de communication pertinent et convenu par les parties.

Ils restent responsables de l'information des personnes concernées pour les traitements dont ils sont seuls responsables.

## **4.2. Exercice des droits**

### **4.2.1. Modalités de traitement de la demande de droit**

L'académie et le Département s'engagent à collaborer dans la gestion des demandes d'exercices des droits d'accès, de rectification, à l'effacement, d'opposition, de limitation du traitement.

Les demandes devront être traitées dans un délai de 1 à maximum 3 mois suivant la complexité de la demande et à compter de la date de la demande initiale d'exercice des droits.

Un modèle type d'accusé de réception de la demande ainsi que la liste des pièces justificatives permettant de vérifier systématiquement l'identité du demandeur, sont rédigés conjointement et utilisés par les deux parties pour toute demande de droit concernant les traitements communs.

Un point hebdomadaire est programmé entre les Délégués à la protection des données (DPD) de chaque entité. Le point peut se réaliser selon les besoins et les contraintes de chacun en présentiel, par visioconférence, par téléphone ou par email.

Ce point hebdomadaire a pour objectif de

- assurer la fluidité du processus et le respect des délais,
- faire un état des lieux des demandes en cours, - effectuer leur répartition de la réponse entre les DPD.

Afin de permettre le respect des droits des personnes et la tenue des délais réglementaires de réponse aux demandes de droits, les Délégués à la protection des données doivent pouvoir recevoir, de la part de chaque sous-traitant d'un traitement de données à caractère personnel, un fichier contenant l'ensemble des données personnelles d'un demandeur dans un format structuré et lisible par un ordinateur.

### **4.2.2. Répartition du traitement des demandes de droit**

<b>Types de demandes de droits</b>	<b>Département</b>	<b>Académie</b>
------------------------------------	--------------------	-----------------

Demandes de droit effectuées par un membre du personnel académique, un parent d'élève ou un élève		X
Demandes de droit effectuées par un agent du Département	X	
Demande de droits effectuée directement auprès de l'Académie		X (sauf préemption du Département validée par les parties)
Demande de droits effectuée directement auprès du Département	X (sauf préemption de l'Académie validée par les parties)	

## **Article 5 - Notification des violations de données à caractère personnel auprès de la CNIL et communication auprès de la Personne concernée.**

En cas de faille de sécurité impliquant des données personnelles, une chaîne d'alerte réactive doit être systématiquement mise en place.

### **5.1 Notification d'une faille de sécurité**

La partie ou le sous-traitant de la partie ayant découvert une telle faille doit la notifier sous 12 heures maximum auprès des personnes suivantes :

Le DPD de chaque entité

Le chef de projet ENT du Département

Le RSSI de chaque entité le cas échéant

La notification prend la forme d'un formulaire standard de déclaration mis à la disposition de tous et contenant les catégories d'informations suivantes :

- Le service concerné et la localisation de l'hébergement
- La date début et fin de violation
- La nature violation
- Les catégories de données et de personnes - Les mesures de sécurité prises ou envisagées.

Une mise à jour de l'ensemble de ces informations est effectuée et communiquée auprès des personnes indiquées toutes les 24 heures jusqu'à résolution de l'incident.

### **5.2 Cellule de crise et qualification de la faille**

Une cellule de crise est convoquée dans les 24 heures à compter de la notification de la faille afin de décider de procéder ou non à sa notification auprès de l'autorité de contrôle. Les différentes décisions possibles sont :

La décision de non-notification en raison d'une absence de violation de données  
La décision de notification suite à la qualification d'une violation.

#### **5.2.1 Décision de non-notification auprès de l'autorité de contrôle**

Dans l'hypothèse d'une décision de non-notification, la documentation et l'argumentation de la décision sont conservées par les DPD dans leurs documentations respectives de conformité.

**5.2.2 Décision de notification auprès de l'autorité de contrôle** En cas de notification, l'action incombe à la partie d'où la faille provient :

- Le DPD de l'Académie notifie la violation issue de l'action d'un membre du corps enseignant ou des familles.
- Le DPD du Département notifie la violation issue de l'action d'un agent du Département ou issue d'une faille de sécurité des outils mis à disposition par lui. Chaque DPD conserve tout document utile relié à la notification effectuée dans l'espace commun ainsi que dans sa documentation de conformité

### **Article 6 - Sous-traitance d'un traitement sous responsabilité conjointe**

#### **6.1 Garanties suffisantes du sous-traitant d'un traitement de données à caractère personnel sous responsabilité conjointe.**

Dans le cadre de la responsabilité conjointe, tout sous-traitant retenu doit présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles permettant d'assurer le respect de la réglementation applicable ainsi que les droits des personnes concernées.

#### **6.2 Définition commune des exigences attendues du sous-traitant d'un traitement de données.**

Dans l'hypothèse où la sous-traitance ne serait contractualisée qu'avec l'un des responsables conjoints de traitement, l'autre responsable de traitement sera associé à la définition des exigences requises dans les documents contractuels du marché. Une grille d'évaluation des garanties en matière de protection des données personnelles est établie conjointement par les Délégués à la protection des données et devra nécessairement être prise en considération lors de l'évaluation des offres dans le cadre de prestations relevant du régime de la commande publique.

Si les règles de la commande publique le permettent, la partie non contractante sera associée à l'évaluation de la qualité de la réponse apportée par chaque candidat après anonymisation préalable des offres.

#### **6.3 Communication entre la partie responsable conjointe non cocontractante et le sous-traitant de l'autre partie.**

Une fois le sous-traitant choisi, chaque responsable de traitement peut entrer directement en contact avec lui et lui faire part de demandes en lien avec les traitements de données sous responsabilité conjointe à condition que l'autre partie soit systématiquement associée à la demande.

## **Article 7 - Sécurité appliquée aux traitements**

### **7.1 Engagement réciproque de respect des mesures de sécurité adéquates.**

Chaque partie s'engage à respecter et faire respecter par ses personnels et ses sous-traitants toute mesure de sécurité visant notamment à empêcher que les données personnelles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées.

### **7.2 Engagement de conformité aux réglementations de sécurité en vigueur**

La rectrice de l'académie de Versailles, en sa qualité d'Autorité Qualifiée pour la SSI (AQSSI), est responsable de l'application de la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information de l'Etat (PSSIE) et de la définition d'une politique de sécurité académique. Elle nomme un RSSI chargé de leur définition et de leur application dans les services académiques et l'ensemble des établissements scolaires.

Les parties et leurs sous-traitants s'assurent de la parfaite conformité et du respect de la politique de sécurité des systèmes d'information où transitent les données personnelles avec :

- les règles et bonnes pratiques, en application notamment du Référentiel Général de Sécurité version 2 (RGS) et ses évolutions ultérieures ;
- les recommandations de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (Cnil) et de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), en particulier de la conformité des règles de sécurité à la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information de l'Etat (PSSIE).
- La politique de sécurité des systèmes d'information académique
- le référentiel Wi-fi de l'Education nationale et la loi n° 2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques.
- Le référentiel de l'Education nationale pour les services d'infrastructures d'EPL et d'écoles (CARINE)
- Le Cadre de référence de l'Education nationale pour l'Accès aux Ressources pédagogiques via un équipement MOBILE (CARMO)

## **Article 8 - Analyse d'impact sur la protection des données et consultation préalable dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations.**

### **Analyse d'impact sur la protection des données.**

Lorsqu'une analyse d'impact sur la protection des données s'avère obligatoire, l'Académie et le Département réalisent cette analyse en collaboration avec l'ensemble des acteurs impliqués dans le traitement.

Une fois les avis des 2 Délégués à la protection des données rendus, l'analyse d'impact est validée par les instances dédiées au sein de chaque partie.

### **Décision de consultation de la CNIL en cas de risque résiduel.**



La décision de consulter la CNIL en cas de risque résiduel récurrent appartient à chacune des parties. Le cas échéant, la partie qui saisit la CNIL avertit l'autre de manière concomitante.

#### **Article 9 - Tenue d'un registre des catégories d'activités de traitement.**

Les parties rédigent ensemble les fiches de traitements correspondant aux traitements communs.

Chaque partie conserve les fiches concernées dans son propre registre de traitement. Les parties tiennent seules un registre pour les activités de traitement dont elles sont seules responsables.

#### **Article 10 - Localisation des données.**

Les parties s'engagent à ce que les données personnelles traitées soient localisées de préférence sur le territoire de la France métropolitaine, sur le territoire de l'Union européenne.

#### **Article 11 - Documentation et audits**

Chaque partie met à la disposition de l'autre sur simple demande la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits.

L'audit pourra être effectué à tout moment, moyennant un préavis minimum de sept (7) jours, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie sollicitant l'audit.

L'audit pourra être effectué par un auditeur professionnel ou par un collaborateur de la partie sollicitant l'audit.

Dans le cadre de son audit, la partie sollicitant l'audit pourra avoir accès à l'ensemble des éléments nécessaires ou utiles au bon accomplissement de son audit et l'autre partie s'engage à coopérer à cet audit, notamment en donnant à l'autre toute information pertinente.

Le rapport établi par la partie sollicitant l'audit sera remis à l'autre partie. Les frais d'audit seront pris en charge par la partie sollicitant l'audit.

#### **Article 12 - Prise en considération de l'évolution du contexte ou de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel.**

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel ou de création d'un nouveau traitement en cours d'exécution de la convention, les modifications éventuelles demandées l'une des parties, afin de se conformer aux règles nouvelles et de tenir compte des éventuelles nouvelles contraintes, donnent lieu à la révision de l'annexe par les parties à la convention.



## CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DIRECTEUR DU NUMERIQUE DES COLLEGES PUBLICS VALDOISIENS

### ANNEXE

#### Les ressources numériques

Depuis septembre 2011, le Département a mis en place une politique volontariste ayant pour objectif de développer les usages du numérique, qui a été renforcé par l'adjonction d'un "bouquet de ressources numériques". Celui-ci permet d'accompagner les élèves du Val d'Oise dans leur réussite scolaire par le biais du numérique.

L'objectif du Département est de proposer aux collèges volontaires des ressources transdisciplinaires, permettant à chaque collège en fonction de son projet, de choisir les ressources les plus adaptées. Ces ressources, à destination des collégiens, de leurs parents et de leurs enseignants, doivent être accessibles depuis n'importe quel lieu par le biais d'une connexion Internet.

- par l'Espace Numérique de Travail (ENT), l'accès authentifié se fera directement depuis les serveurs de chacune des ressources proposées aux serveurs de l'ENT du Département, par le biais d'un connecteur SSO (1 lien par ressource),
- par le GAR (Gestionnaire d'accès aux ressources) développé par le Ministère de l'Education nationale. Le Département est en phase de mise en place depuis la rentrée 2019.

Le Département souhaite apporter des ressources éducatives pour faciliter l'appropriation des outils numériques, mais également des outils permettant de favoriser la création de contenus et de savoirs par les enseignants et les élèves.

#### **Article 1 : Ressources numériques pour l'ensemble des valdoisiens.**

A travers son portail éducation « [moncollege.valdoise.fr](http://moncollege.valdoise.fr) », le Département propose des ressources numériques éditorialisées à destination des élèves et de leurs parents. Il s'agit de faciliter l'accès à des outils et des ressources numériques gratuites à l'instar de visites virtuelles de musée, aide aux devoirs, livres numériques....

#### **Article 2 : Ressources numériques pour les collèges.**

Le Département, propose aux enseignants à travers son dispositif "Bouquet de ressources numériques », l'accès à des ressources disciplinaires et transdisciplinaires payantes. Ce dispositif permet à chaque établissement en fonction de ses projets pédagogiques de retenir une ou plusieurs ressources parmi l'offre définie conjointement par l'académie et le Département.

Pour l'année scolaire 2020-2021, il est proposé aux établissements : Une ressource audiovisuelle « Educ'Arte »

Une ressource d'encyclopédie et de dictionnaire « Universalis junior » Une ressource de création de contenus vidéo « Uptale » :

Une ressource de création de journaux scolaires « Madmagz »

Une ressource de création et de diffusion de nouvelles « Short Edition »

Ce « bouquet de ressources numériques » fait l'objet d'une mise à jour annuelle par l'intermédiaire des différentes expérimentations menées. Mise à jour validée chaque année par le comité de pilotage départemental du SDNC.

### **Article 3 : Création et valorisation des contenus créés par les établissements.**

Le Département et l'académie œuvrent pour faciliter la production de contenus numériques éducatifs par des enseignants et/ou les élèves, mutualisable et communicable au plus grand nombre via le portail éducation « moncollege.valdoise.fr ».

### **Article 4 : Expérimentation de ressources numériques pour les collèges.**

Le Val d'Oise a choisi de s'impliquer en faveur du développement des technologies au service de l'éducation, pour proposer un nouveau rapport à l'apprentissage et aux savoirs pour les enseignants, les élèves et les familles.

Ainsi, dans cette démarche d'innovation éducative, le Département développe des partenariats avec le tissu Edtech français et européen afin d'expérimenter et de mettre à disposition de nouvelles ressources innovantes pour les collèges.

Ainsi chaque année, des expérimentations sont conduites au sein de collèges afin de tester et d'évaluer l'offre d'éditeurs numériques. L'Académie en tant que partenaire privilégié sera sollicitée pour co-évaluer ces expérimentations.

En outre, les collèges pourront aussi héberger, dès lors qu'ils seraient volontaires, les offres numériques des start up qui s'inscriront dans le dispositif d'accélération du programme proposé par Educate France ; dispositif piloté par l'université CY Paris Cergy Université associant l'ESSEC et financé par le Département, la Banque des territoires et le PIA.

Cet incubateur de start up Edtech en Val d'Oise s'inscrit dans une dynamique de développement des usages numériques sur le territoire et devrait contribuer à renforcer les partenariats entre les établissements scolaires et les concepteurs de solutions numériques qui pourront ainsi faire la preuve de l'impact pédagogique de leurs applications sur la réussite scolaire des collégiens valdoisiens.